



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1991/40
18 décembre 1990

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-septième session
Point 15 de l'ordre du jour

APPLICATION DE LA CONVENTION INTERNATIONALE SUR L'ELIMINATION
ET LA REPRESSION DU CRIME D'APARTHEID

Note du Secrétaire général

1. Conformément aux dispositions du paragraphe 1 de son article XV, la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid est entrée en vigueur le trentième jour ayant suivi le dépôt auprès du Secrétaire général du vingtième instrument de ratification, soit le 18 juillet 1976.
2. Au 15 novembre 1990, 88 Etats avaient ratifié la Convention ou y avaient adhéré. On trouvera en annexe à la présente note la liste des Etats parties à la Convention avec l'indication, pour chacun d'eux, de la date de l'entrée en vigueur de la Convention à leur égard.
3. Aux termes de l'article VII de la Convention, les Etats parties s'engagent à soumettre périodiquement au groupe créé conformément à l'article IX de la Convention des rapports sur les mesures législatives, judiciaires, administratives ou autres qu'ils auront prises pour donner effet aux dispositions de la Convention.
4. En vertu de l'article IX de la Convention, le Président de la Commission des droits de l'homme est autorisé à désigner un groupe composé de trois membres qui soient en même temps membres de la Commission et représentants d'Etats parties à la Convention, ce groupe ayant pour mandat d'examiner les rapports présentés par les Etats parties conformément à l'article VII.

5. Le Groupe des Trois désigné par le Président de la Commission à sa quarante-cinquième session a tenu sa treizième session (1990) à l'Office des Nations Unies à Genève, du 22 au 26 janvier 1990. Il était saisi d'une note du Secrétaire général (E/CN.4/1990/32) relative à l'état de la Convention et à la soumission de rapports par les Etats parties conformément à l'article VII de la Convention, ainsi que des rapports présentés par sept Etats parties depuis sa douzième session (1989). On trouvera plus loin en annexe une liste indiquant les rapports présentés par les Etats parties depuis l'entrée en vigueur de la Convention et les sessions auxquelles ces rapports ont été examinés par le Groupe des Trois.

6. Dans le rapport qu'il a présenté à la Commission des droits de l'homme à sa quarante-sixième session (E/CN.4/1990/35), le Groupe des Trois a notamment remercié les représentants des Etats auteurs de rapports d'avoir assisté à ces réunions, et noté avec satisfaction que tous les rapports examinés par lui, sauf un, avaient été présentés par les représentants des Etats auteurs. Après avoir félicité les Etats parties qui avaient soumis des rapports périodiques, le Groupe des Trois a noté avec préoccupation que 33 Etats parties énumérés dans le document E/CN.4/1990/32 n'avaient soumis aucun rapport jusqu'ici; il a demandé particulièrement aux Etats parties qui n'avaient pas encore présenté leurs rapports initiaux de le faire le plus tôt possible. Le Groupe a noté en outre avec une grande préoccupation qu'au 31 décembre 1989 plus de 190 rapports qui devaient être présentés en application de la Convention n'avaient pas encore été reçus; à nouveau il a demandé instamment aux Etats parties concernés de s'acquitter des obligations qui leur incombent à cet égard, conformément à l'article VII de la Convention.

7. Le Groupe a déploré que les rapports présentés par certains Etats parties ne soient pas conformes aux directives générales; en conséquence il a recommandé une fois de plus que tous les Etats parties, en rédigeant leurs rapports, suivent strictement les directives générales concernant la forme et le contenu des rapports (E/CN.4/1286, annexe). Le Groupe a demandé à tous les Etats parties à la Convention d'incorporer à leur législation des dispositions concernant le "crime d'apartheid", y compris les pratiques de ségrégation et de discrimination raciale, conformément à l'article II de la Convention, et de prévoir des sanctions appropriées contre les personnes coupables du crime d'apartheid, conformément à l'alinéa b) de l'article IV de la Convention. A cet égard, le Groupe a réaffirmé qu'il faudrait envisager l'élaboration d'une législation modèle qui guiderait les Etats parties dans l'application des dispositions de la Convention.

8. Dans sa résolution 1990/12, la Commission des droits de l'homme a, entre autres dispositions, pris acte avec satisfaction du rapport du Groupe des Trois; recommandé une fois encore à tous les Etats parties à la Convention de tenir pleinement compte des directives générales données en 1978 par le Groupe pour la présentation des rapports (E/CN.4/1286, annexe); demandé aux Etats parties à la Convention de continuer à présenter leurs rapports initiaux dans les deux ans qui suivent l'entrée en vigueur de la Convention à leur égard et leurs rapports périodiques tous les quatre ans, étant entendu que s'ils le désirent ils peuvent à tout moment dans l'intervalle présenter des renseignements complémentaires; appelé l'attention de tous les Etats sur le fait que, dans ses rapports, le Groupe a jugé que conformément à l'article III b) de la Convention, les sociétés transnationales opérant

en Afrique du Sud devaient être considérées comme complices du crime d'apartheid; et lancé un appel à tous les Etats dont les sociétés transnationales continuent à faire des affaires avec l'Afrique du Sud pour qu'ils prennent toutes les mesures nécessaires en vue de mettre fin à leurs relations avec ce pays. De même, la Commission des droits de l'homme a prié le Secrétaire général d'inviter une nouvelle fois les Etats parties à la Convention à faire connaître leurs vues sur l'importance et la nature du rôle joué par les sociétés transnationales dans le maintien du système d'apartheid en Afrique du Sud; elle a prié le Groupe des Trois, à la lumière des vues exprimées par les Etats parties à la Convention, de continuer à examiner l'importance et la nature du rôle joué par les sociétés transnationales dans le maintien du système d'apartheid en Afrique du Sud, y compris les actions en justice qui pourraient être entreprises, en vertu de la Convention, contre les sociétés transnationales dont les activités en Afrique du Sud relèvent du crime d'apartheid, et de faire rapport à la Commission à sa quarante-septième session; enfin la Commission a décidé que le Groupe des Trois tiendrait, avant la quarante-septième session de la Commission, une réunion d'une durée n'excédant pas cinq jours pour examiner les rapports soumis par les Etats parties en application de l'article VII de la Convention.

9. A sa quarante-cinquième session, en décembre 1990, l'Assemblée générale a, entre autres dispositions, pris acte avec satisfaction du rapport du Secrétaire général sur l'état de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid; félicité les Etats parties à la Convention qui ont présenté leurs rapports en vertu de l'article VII de cet instrument; et souligné l'importance d'une ratification universelle de la Convention, qui constituerait une contribution efficace à la réalisation des idéaux de la Déclaration universelle des droits de l'homme et d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. L'Assemblée générale a lancé de nouveau un appel aux Etats qui ne l'ont pas encore fait, en particulier à ceux dont la juridiction s'étend à des sociétés transnationales ayant des activités en Afrique du Sud et dont la coopération est indispensable pour mettre fin à ces activités, pour qu'ils ratifient la Convention ou y adhèrent sans plus tarder; a demandé à tous les Etats dont les sociétés transnationales demeurent en relations d'affaires avec l'Afrique du Sud de prendre les mesures voulues pour qu'elles y mettent un terme. L'Assemblée a aussi prié la Commission des droits de l'homme d'intensifier ses efforts, en collaboration avec le Comité spécial contre l'apartheid, en vue d'établir périodiquement la liste cumulative des personnes, organisations, institutions et représentants d'Etats qui sont présumés responsables des crimes énumérés à l'article II de la Convention, ainsi que de ceux d'entre eux qui font l'objet de poursuites judiciaires. De plus, l'Assemblée a prié le Secrétaire général de distribuer la liste susmentionnée à tous les Etats parties à la Convention et à tous les Etats Membres et d'appeler l'attention du public sur ces faits en utilisant tous les médias possibles; d'inviter les Etats parties à la Convention, les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales à communiquer à la Commission des droits de l'homme des informations pertinentes concernant les actes relevant du crime d'apartheid tels qu'ils sont décrits à l'article II de la Convention, commis par des sociétés transnationales opérant en Afrique du Sud; et d'accroître ses efforts par les voies appropriées, en vue de diffuser des informations sur la Convention et son application et de susciter ainsi de nouvelles ratifications ou adhésions.

10. Dans des notes verbales en date des 15 et 21 juin 1990, le Secrétaire général a porté à l'attention des Etats parties les dispositions pertinentes de la Convention, de la résolution 1990/12 de la Commission et de la résolution 44/69 de l'Assemblée générale, ainsi que les conclusions et les recommandations du Groupe des Trois reproduites dans le rapport sur sa session de 1990, et les a priés de présenter leurs rapports dans les délais prescrits dans la résolution 1990/12 de la Commission, en date du 23 février 1990, pour que le Groupe des Trois puisse en être saisi à sa session de 1991. Dans une autre note, en date du 14 juin 1990, l'attention des institutions spécialisées et des organisations non gouvernementales a été appelée sur les dispositions de la résolution 1990/12 de la Commission, dans laquelle elles étaient invitées à communiquer à la Commission des informations pertinentes concernant les actes relevant du crime d'apartheid commis par les sociétés transnationales opérant en Afrique du Sud.

11. Depuis la quarante-sixième session de la Commission, les Etats parties dont les noms suivent ont soumis leurs rapports : Panama (E/CN.4/1991/40/Add.1) et Bolivie (E/CN.4/1991/40/Add.2). Ces rapports seront soumis au Groupe des Trois pour examen à sa quatorzième session (1991), qui doit se tenir à Genève du 21 au 25 janvier 1991, ainsi qu'à la Commission des droits de l'homme à sa quarante-septième session.

12. Tous les autres rapports que le Secrétaire général recevrait à temps pour être examinés par le Groupe des Trois seront publiés dans des additifs au présent document.

Annexe

ETATS PARTIES A LA CONVENTION ET SITUATION CONCERNANT LA PRESENTATION DES RAPPORTS CONFORMEMENT
A LA RESOLUTION 1989/8 DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME a/

<u>Etat partie</u>	<u>Date d'entrée en vigueur</u>	<u>Date de présentation du (des) rapport(s)</u>	<u>Session à laquelle le rapport a été examiné</u>	<u>Documents contenant les rapports initiaux et les rapports périodiques, le cas échéant</u>
Afghanistan	5 août 1983	-	-	-
Algérie	25 juin 1982	6 août 1984 28 octobre 1987	Session de 1985 Session de 1988	E/CN.4/1985/26/Add.3 E/CN.4/1988/30/Add.5
Antigua-et-Barbuda	6 novembre 1982	-	-	-
Argentine	7 décembre 1985	23 décembre 1987	Session de 1988	E/CN.4/1988/30/Add.6
Bahamas	30 avril 1981	16 novembre 1989	Session de 1990	E/CN.4/1988/30/Add.6
Bahrein	27 avril 1990	-	-	-
Bangladesh	7 mars 1985	4 janvier 1988	Session de 1988	E/CN.4/1988/30/Add.7
Barbade	9 mars 1979	17 juillet 1981	Session de 1982	E/CN.4/1505/Add.1
Bénin	18 juillet 1976	-	-	-
Bolivie	5 novembre 1983	2 novembre 1990	-	E/CN.4/1990/40/Add.2 <u>b/</u>
Bulgarie	18 juillet 1976	4 janvier 1978 5 février 1980 15 décembre 1982 28 décembre 1985 26 janvier 1988	Session de 1978 Session de 1981 Session de 1983 Session de 1985	E/CN.4/1277/Add.7 E/CN.4/1353/Add.10 E/CN.4/1983/24/Add.8 E/CN.4/1985/26/Add.6 E/CN.4/1989/31/Add.1

<u>Etat partie</u>	<u>Date d'entrée en vigueur</u>	<u>Date de présentation du (des) rapport(s)</u>	<u>Session à laquelle le rapport a été examiné</u>	<u>Documents contenant les rapports initiaux et les rapports périodiques, le cas échéant</u>
Burkina Faso	23 novembre 1978	-	-	-
Burundi	11 août 1978	12 novembre 1980 2 septembre 1989	Session de 1981 -	E/CN.4/1415/Add.8 E/CN.4/1990/32/Add.5 b/
Cambodge	27 août 1981	-	-	-
Cameroun	1er décembre 1976	6 octobre 1977 24 janvier 1986	Session de 1978 Session de 1987	E/CN.4/1277/Add.3 E/CN.4/1987/26/Add.1
Cap-Vert	12 juillet 1979	25 juin 1982 4 août 1983	Session de 1983 Session de 1984	E/CN.4/1983/24/Add.3 E/CN.4/1984/36/Add.4
Chine	18 mai 1983	6 mai 1986 3 juillet 1989	Session de 1987 Session de 1990	E/CN.4/1987/26/Add.5 E/CN.4/1990/32/Add.4
Colombie	22 juin 1988	-	-	-
Congo	4 novembre 1983	-	-	-
Costa Rica	14 novembre 1986	-	-	-
Cuba	3 mars 1977	3 janvier 1978 28 janvier 1980 15 mars 1982 2 février 1984 7 février 1986 26 février 1988	Session de 1978 Session de 1981 Session de 1983 Session de 1985 Session de 1987 Session de 1989	E/CN.4/1277/Add.8 E/CN.4/1353/Add.7 E/CN.4/1983/24/Add.1 E/CN.4/1984/36/Add.9 E/CN.4/1987/26/Add.2 E/CN.4/1989/31/Add.4
Egypte	13 juillet 1977	12 novembre 1980 20 décembre 1983	Session de 1981 Session de 1984	E/CN.4/1415/Add.7/Rev.1 E/CN.4/1984/36/Add.8

<u>Etat partie</u>	<u>Date d'entrée en vigueur</u>	<u>Date de présentation du (des) rapport(s)</u>	<u>Session à laquelle le rapport a été examiné</u>	<u>Documents contenant les rapports initiaux et les rapports périodiques, le cas échéant</u>
El Salvador	30 décembre 1979	8 mars 1983	Session de 1984	E/CN.4/1984/36/Add.2
Emirats arabes unis	18 juillet 1976	9 décembre 1977 23 juillet 1979 5 août 1981	Session de 1978 Session de 1980 Session de 1982	E/CN.4/1277/Add.5 E/CN.4/1353/Add.1 E/CN.4/1505/Add.2
Equateur	18 juillet 1976	30 avril 1982 2 septembre 1985	Session de 1983 Session de 1986	E/CN.4/1983/24/Add.2 E/CN.4/1986/29/Add.3
Ethiopie	19 octobre 1978	2 juillet 1986	Session de 1987	E/CN.4/1987/26/Add.9
Gabon	30 mars 1980	23 septembre 1985	Session de 1986	E/CN.4/1986/29/Add.4
Gambie	28 janvier 1979	-	-	-
Ghana	31 août 1978	17 octobre 1986	Session de 1987	E/CN.4/1987/26/Add.12
Guinée	18 juillet 1976	-	-	-
Guyane	30 octobre 1977	-	-	-
Haïti	18 janvier 1978	-	-	-
Hongrie	18 juillet 1976	14 février 1978 15 janvier 1980 6 octobre 1981 16 novembre 1983 26 janvier 1987	Session de 1979 Session de 1980 Session de 1982 Session de 1984 Session de 1988	E/CN.4/1277/Add.16 E/CN.4/1353/Add.6 E/CN.4/1505/Add.6 E/CN.4/1984/36/Add.7 E/CN.4/1988/30/Add.2

<u>Etat partie</u>	<u>Date d'entrée en vigueur</u>	<u>Date de présentation du (des) rapport(s)</u>	<u>Session à laquelle le rapport a été examiné</u>	<u>Documents contenant les rapports initiaux et les rapports périodiques, le cas échéant</u>
Yémen	22 octobre 1977	14 janvier 1980 7 octobre 1982 30 mai 1989	Session de 1980 Session de 1983 Session de 1990	E/CN.4/1353/Add.5 E/CN.4/1983/24/Add.6 E/CN.4/1990/32/Add.2
Yémen (République islamique d')	18 mai 1985	-	-	-
Yémen	18 juillet 1976	28 décembre 1979 18 septembre 1981 30 décembre 1982 11 novembre 1985	Session de 1980 Session de 1982 Session de 1983 Session de 1986	E/CN.4/1353/Add.3 E/CN.4/1505/Add.5 E/CN.4/1983/24/Add.10 E/CN.4/1986/29/Add.6
Yémen arabe libyenne	7 août 1976	-	-	-
Yémen	20 mars 1977	10 juillet 1986	Session de 1987	E/CN.4/1987/26/Add.10
Yémen	25 mars 1977	16 août 1977	Session de 1978	E/CN.4/1277/Add.1
Yémen	4 décembre 1983	-	-	-
Yémen	5 décembre 1976	-	-	-
Yémen	25 juin 1977	31 janvier 1978 20 septembre 1984	Session de 1979 Session de 1985	E/CN.4/1277/Add.13 E/CN.4/1985/26/Add.4
Yémen	24 mai 1984	25 septembre 1986	Session de 1987	E/CN.4/1987/26/Add.11
Yémen	18 septembre 1977	5 septembre 1980	Session de 1981	E/CN.4/1415/Add.3
Yémen	12 janvier 1989	-	-	-

<u>Etat partie</u>	<u>Date d'entrée en vigueur</u>	<u>Date de présentation du (des) rapport(s)</u>	<u>Session à laquelle le rapport a été examiné</u>	<u>Documents contenant les rapports initiaux et les rapports périodiques, le cas échéant</u>
Mexique	3 avril 1980	24 août 1981 5 novembre 1986	Session de 1982 Session de 1987	E/CN.4/1505/Add.3 E/CN.4/1987/26/Add.14
Mongolie	18 juillet 1976	27 octobre 1981 5 août 1983 28 janvier 1987	Session de 1982 Session de 1984 Session de 1988	E/CN.4/1505/Add.7 E/CN.4/1984/36/Add.5 E/CN.4/1988/30/Add.3
Mozambique	18 mai 1983	-	-	-
Namibie	11 décembre 1982	-	-	-
Népal	11 août 1977	-	-	-
Nicaragua	27 avril 1980	-	-	-
Niger	28 juillet 1978	-	-	-
Nigéria	30 avril 1977	1er février 1978 22 janvier 1981	Session de 1978 Session de 1981	E/CN.4/1277/Add.12 E/CN.4/1415/Add.9
Ouganda	10 juillet 1986	-	-	-
Pakistan	29 mars 1986	20 juin 1989	Session de 1990	E/CN.4/1990/32/Add.3
Panama	15 avril 1977	31 août 1977 18 octobre 1990	Session de 1978	E/CN.4/1277/Add.2 E/CN.4/1991/40/Add.1 b/
Pérou	1er décembre 1978	31 décembre 1982 15 juillet 1985 12 décembre 1988	Session de 1983 Session de 1986 Session de 1989	E/CN.4/1983/24/Add.12 E/CN.4/1986/29/Add.1 E/CN.4/1989/31/Add.11
Philippines	25 février 1978	9 février 1983 17 janvier 1989	Session de 1984 -	E/CN.4/1984/36/Add.1 E/CN.4/1990/32/Add.1

<u>Etat partie</u>	<u>Date d'entrée en vigueur</u>	<u>Date de présentation du (des) rapport(s)</u>	<u>Session à laquelle le rapport a été examiné</u>	<u>Documents contenant les rapports initiaux et les rapports périodiques, le cas échéant</u>
Pologne	18 juillet 1976	10 février 1978 10 mars 1980 17 décembre 1982 9 décembre 1986	Session de 1979 Session de 1981 Session de 1983 Session de 1987	E/CN.4/1277/Add.15 E/CN.4/1353/Add.11 E/CN.4/1983/24/Add.9 E/CN.4/1987/26/Add.15
Qatar	18 juillet 1976	25 juin 1980 15 septembre 1981 22 juillet 1983 2 juin 1986 10 juin 1988	Session de 1981 Session de 1982 Session de 1984 Session de 1987 Session de 1989	E/CN.4/1415/Add.1 E/CN.4/1505/Add.4 E/CN.4/1984/36/Add.3 E/CN.4/1987/26/Add.7 E/CN.4/1989/31/Add.6
République arabe syrienne	18 juillet 1976	9 janvier 1978 18 décembre 1979 18 janvier 1982 8 novembre 1985	Session de 1978 Session de 1980 Session de 1982 Session de 1986	E/CN.4/1277/Add.9 E/CN.4/1353/Add.2 E/CN.4/1505/Add.10 E/CN.4/1986/29/Add.7
République centrafricaine	7 juin 1981	-	-	-
République démocratique allemande */	18 juillet 1976	29 novembre 1977 7 janvier 1980 7 décembre 1981 25 septembre 1985 3 novembre 1988	Session de 1978 Session de 1980 Session de 1982 Session de 1986 Session de 1989	E/CN.4/1277/Add.4 E/CN.4/1353/Add.4 E/CN.4/1505/Add.8 E/CN.4/1986/29/Add.5 E/CN.4/1989/31/Add.8
République démocratique populaire lao	4 novembre 1981	-	-	-

*/ Par une lettre datée du 3 octobre 1990, le Ministre des affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne a informé le Secrétaire général "que, du fait de la réunion de la République démocratique allemande à la République fédérale d'Allemagne le 3 octobre 1990, les deux Etats allemands formaient désormais un seul Etat souverain ...".

<u>Etat partie</u>	<u>Date d'entrée en vigueur</u>	<u>Date de présentation du (des) rapport(s)</u>	<u>Session à laquelle le rapport a été examiné</u>	<u>Documents contenant les rapports initiaux et les rapports périodiques, le cas échéant</u>
République fédérative tchèque et slovaque	18 juillet 1976	20 décembre 1977 20 août 1982 25 novembre 1985 11 janvier 1989	Session de 1978 Session de 1983 Session de 1986 Session de 1990	E/CN.4/1977/Add.6 E/CN.4/1983/24/Add.5 E/CN.4/1986/29/Add.8 E/CN.4/1989/31/Add.10
République socialiste soviétique de Biélorussie	18 juillet 1976	8 février 1978 6 octobre 1980 25 janvier 1983 14 mai 1984 21 mai 1987	Session de 1979 Session de 1981 Session de 1984 Session de 1985 Session de 1988	E/CN.4/1277/Add.14 E/CN.4/1415/Add.4 E/CN.4/1983/24/Add.13 E/CN.4/1985/26/Add.1 E/CN.4/1988/30/Add.4
République socialiste soviétique d'Ukraine	18 juillet 1976	17 mars 1978 28 octobre 1980 10 janvier 1983 20 décembre 1984 5 janvier 1987	Session de 1979 Session de 1981 Session de 1983 Session de 1985 Session de 1988	E/CN.4/1277/Add.17 E/CN.4/1415/Add.5 E/CN.4/1983/24/Add.11 E/CN.4/1985/26/Add.5 E/CN.4/1988/30/Add.1
République-Unie de Tanzanie	18 juillet 1976	-	-	-
Roumanie	14 septembre 1978	3 novembre 1980 25 mai 1988	Session de 1981 Session de 1989	E/CN.4/1415/Add.6 E/CN.4/1989/31/Add.5
Rwanda	22 février 1981	14 octobre 1983 27 mai 1986 10 octobre 1988	Session de 1984 Session de 1987 Session de 1989	E/CN.4/1984/36/Add.6 E/CN.4/1987/26/Add.6 E/CN.4/1989/31/Add.7
Saint Vincent-et- Grenadines	9 décembre 1981	30 juin 1982	Session de 1983	E/CN.4/1983/24/Add.4
Sao-Tomé-et-Principe	4 novembre 1979	-	-	-
Sénégal	20 mars 1977	11 janvier 1978	Session de 1978	E/CN.4/1277/Add.10

<u>Etat partie</u>	<u>Date d'entrée en vigueur</u>	<u>Date de présentation du (des) rapport(s)</u>	<u>Session à laquelle le rapport a été examiné</u>	<u>Documents contenant les rapports initiaux et les rapports périodiques, le cas échéant</u>
Seychelles	15 mars 1978	6 mars 1986	Session de 1987	E/CN.4/1987/26/Add.4
Somalie	18 juillet 1976	-	-	-
Soudan	20 avril 1977	-	-	-
Sri Lanka	20 mars 1982	19 janvier 1988	Session de 1988	E/CN.4/1988/30/Add.8
Suriname	3 juillet 1980	21 août 1985	Session de 1986	E/CN.4/1986/29/Add.2
Tchad	18 juillet 1976	11 septembre 1986	Session de 1987	E/CN.4/1987/26/Add.13
Togo	23 juin 1984	-	-	-
Trinité-et-Tobago	25 novembre 1979	29 janvier 1988	Session de 1989	E/CN.4/1989/31/Add.3
Tunisie	20 février 1977	30 janvier 1980 14 février 1983	Session de 1981 Session de 1984	E/CN.4/1353/Add.9 E/CN.4/1983/24/Add.14
Union des Républiques socialistes soviétiques	18 juillet 1976	20 janvier 1978 25 août 1980 17 décembre 1981 13 février 1984 5 mars 1986 6 décembre 1988	Session de 1978 Session de 1981 Session de 1982 Session de 1985 Session de 1987 Session de 1989	E/CN.4/1277/Add.11 E/CN.4/1415/Add.2 E/CN.4/1505/Add.9 E/CN.4/1984/36/Add.10 E/CN.4/1987/26/Add.3 E/CN.4/1989/31/Add.9
Venezuela	27 février 1983	30 juin 1986	Session de 1987	E/CN.4/1987/26/Add.8
Viet Nam	9 juillet 1981	-	-	-
Yémen	17 septembre 1987	-	-	-

<u>Etat partie</u>	<u>Date d'entrée en vigueur</u>	<u>Date de présentation du (des) rapport(s)</u>	<u>Session à laquelle le rapport a été examiné</u>	<u>Documents contenant les rapports initiaux et les rapports périodiques, le cas échéant</u>
Yougoslavie	18 juillet 1976	28 janvier 1980 14 décembre 1982 24 juillet 1984 27 janvier 1988	Session de 1981 Session de 1983 Session de 1985 Session de 1989	E/CN.4/1353/Add.8 E/CN.4/1983/24/Add.7 E/CN.4/1985/26/Add.2 E/CN.4/1989/31/Add.2
Zaïre	10 août 1978	-	-	-
Zambie	15 mars 1983	-	-	-

a/ La Commission des droits de l'homme a demandé aux Etats parties de présenter leur premier rapport conformément à l'article VII de la Convention deux ans au plus après qu'ils seront devenus parties à la Convention, et leurs rapports périodiques tous les deux ans, étant entendu qu'ils pourront fournir des renseignements supplémentaires au groupe chaque fois qu'ils le souhaiteront dans l'intervalle.

b/ Doit être examiné par le Groupe des Trois à sa quatorzième session (1991).